

L'Adresse—M. Roche

Elle a publié un document intitulé: «Invitation au dialogue». Le dialogue aurait dû être entamé entre deux services de la CCN avant la publication de ce document, car ceux-ci n'ont pas comparé leurs données et n'ont pas tiré les conclusions qui s'imposaient sur l'expansion de la capitale nationale. Il s'ensuit que l'Ontario a acheté quelques milliers d'acres pour se constituer une réserve foncière et il y a eu de légères frictions au sujet de ce malentendu. La province ne croit pas pouvoir aller plus loin et de fait estime qu'elle a été incitée à acheter des terres qui actuellement ne peuvent pas servir à grand-chose. Cette réaction est compréhensible, monsieur l'Orateur.

Je me félicite de la nomination du nouveau président et du nouveau ministre qui tous deux sont conscients de leurs responsabilités dans ce domaine, mais la manifestation de l'intérêt fédéral dans la capitale nationale par l'intermédiaire d'une société de la Couronne comporte essentiellement certaines limites. Le vérificateur général a fait certaines observations peu flatteuses sur le fonctionnement de cet organisme. D'autres événements nous ont préoccupés, mais je sais que le nouveau président examine les problèmes dont il a hérité. J'envisage une amélioration sensible des relations entre le ministre, le nouveau président et les municipalités régionales. Le problème s'est aggravé au Québec depuis le 15 novembre à la suite de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois.

[Français]

Jocelyne Ouellette, le ministre responsable de la région, qui n'aime pas du tout le gouvernement fédéral, dit tout simplement qu'elle a l'intention de le chasser.

[Traduction]

Le ministre péquiste qui a été élu a adopté une attitude très agressive et hostile à l'égard de toutes les activités fédérales en ce domaine. Il reste encore à déterminer les responsabilités respectives du ministère des Travaux publics, du ministère des Transports et de la CCN ainsi que des divers organismes fédéraux dans ce domaine avant de mettre au point des programmes à long terme, rationnels et raisonnables dans un esprit coopératif, et non dictatorial en s'abstenant de décréter «vous devez faire cela» ou «vous ne pouvez circuler en territoire fédéral» et en tentant d'imposer, de manière péremptoire et autoritaire aux municipalités régionales et à leurs dirigeants élus des obligations ou des interdictions.

Ceux d'entre nous qui ont visité Washington n'ont pas manqué d'être favorablement impressionnés par l'organisme fédéral qui est une commission de planification de la capitale nationale. Il lui est interdit de posséder ne serait-ce qu'un pouce de terrain et il n'a qu'un rôle purement consultatif, contrairement à ce qui se passe actuellement à Ottawa. Le gouvernement bénéficierait, je crois, de l'expérience de ce comité qui pourrait faire un rapport au peuple canadien et au Parlement. Ainsi nous pourrions, en toute connaissance de cause, prendre les mesures qui s'imposent.

Je n'aime pas avoir l'air négatif, car cela ne mène à rien. J'espère avoir convaincu le gouvernement d'adopter certaines mesures qui s'imposent de toute urgence pour bien administrer le pays avec le concours de la fonction publique et pour bien gérer la capitale nationale en utilisant les instruments qu'il jugera appropriés.

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, à lire le discours du trône, on croirait que le Canada est le centre du monde et que la lutte que mène le gouverne-

ment pour résoudre les problèmes de l'économie et de l'unité nationale l'a épuisé. En dépit de l'influence dont jouit le Canada au Conseil de sécurité des Nations Unies, le gouvernement n'a rien à offrir sur le plan international. Apparemment, nous n'avons même pas à penser à la scène internationale. Lorsque notre propre maison sera en ordre, nous pourrions alors vivre heureux pour toujours.

La réalité est tout autre. Le terrorisme, le meurtre à l'échelle internationale, la piraterie aérienne et les confrontations de notre société moderne se déroulent en Europe, comme nous l'avons vu cette semaine, et pourtant, le gouvernement feint d'ignorer ces nouvelles réalités.

Les violations des droits de l'homme se multiplient, le nombre de prisonniers politiques s'accroît, mais le gouvernement n'a rien à dire, pas même un mot de félicitation à l'adresse d'Amnesty International, qui mérite les félicitations de tous les députés pour l'honneur qui lui échoit, le prix Nobel de la paix 1977, en reconnaissance des efforts qu'il a déployés pour libérer les prisonniers de conscience et abolir la torture.

Des voix: Bravo!

M. Roche: La liste des problèmes qui se posent dans le monde est terrifiante. Il y a la course aux armements, le danger accru de la prolifération des armes nucléaires, le racisme en Afrique, la pénurie et la mauvaise distribution des denrées alimentaires, les pressions démographiques, la pollution de l'environnement, la persistance du paupérisme de masse, la lutte pour le contrôle des ressources marines, les problèmes complexes de l'énergie, l'épuisement des ressources non renouvelables et toute la gamme des maux économiques internationaux allant de l'inflation, du chômage, et de l'endettement à l'instabilité des marchés commerciaux et financiers.

Le gouvernement croit-il, en fait, que tous ces problèmes ne présentent aucun danger pour le Canada? Il est temps qu'il se réveille. Les intérêts du Canada vont bien au-delà des introspections excessives qui caractérisent sa position actuelle. Qu'est-il advenu de la vision de Lester B. Pearson qui a su se rendre compte que le Canada avait un rôle de premier plan à jouer sur la scène internationale? Par notre esprit d'innovation et d'initiative au sein de la communauté mondiale, nous pourrions contribuer à résoudre nos problèmes internes en donnant un nouveau sens à nos objectifs. Mais la vision de M. Pearson s'est évanouie, dissipée par un gouvernement qui ne saurait s'occuper de la communauté mondiale, puisqu'il n'arrive même pas à diriger les Canadiens.

Comme le fait remarquer M. John Holmes, notre pays est maintenant entre deux âges; nous avons perdu l'enthousiasme et les idéaux de la jeunesse, sans avoir encore acquis la détermination de l'âge adulte. Monsieur l'Orateur, la Canada a un besoin urgent de nouvelles politiques éclairées sur le plan international, car les événements récents nous lient plus que jamais au reste du monde. Notre avenir en matière d'énergie dépend directement des décisions qui sont prises au Moyen-Orient. Nos ventes de céréales dépendent en partie de ce qui se passe en Chine et en Inde. La survie économique de notre pays sera fonction de notre capacité de demeurer concurrentiels sur les nouveaux marchés étrangers. Notre sécurité, physique et morale, dépend de plus en plus de la capacité des nations en développement d'assurer le progrès économique et social au milliard de personnes qui vivent aujourd'hui dans la misère. J'aurais excusé le gouvernement s'il avait admis que le problè-